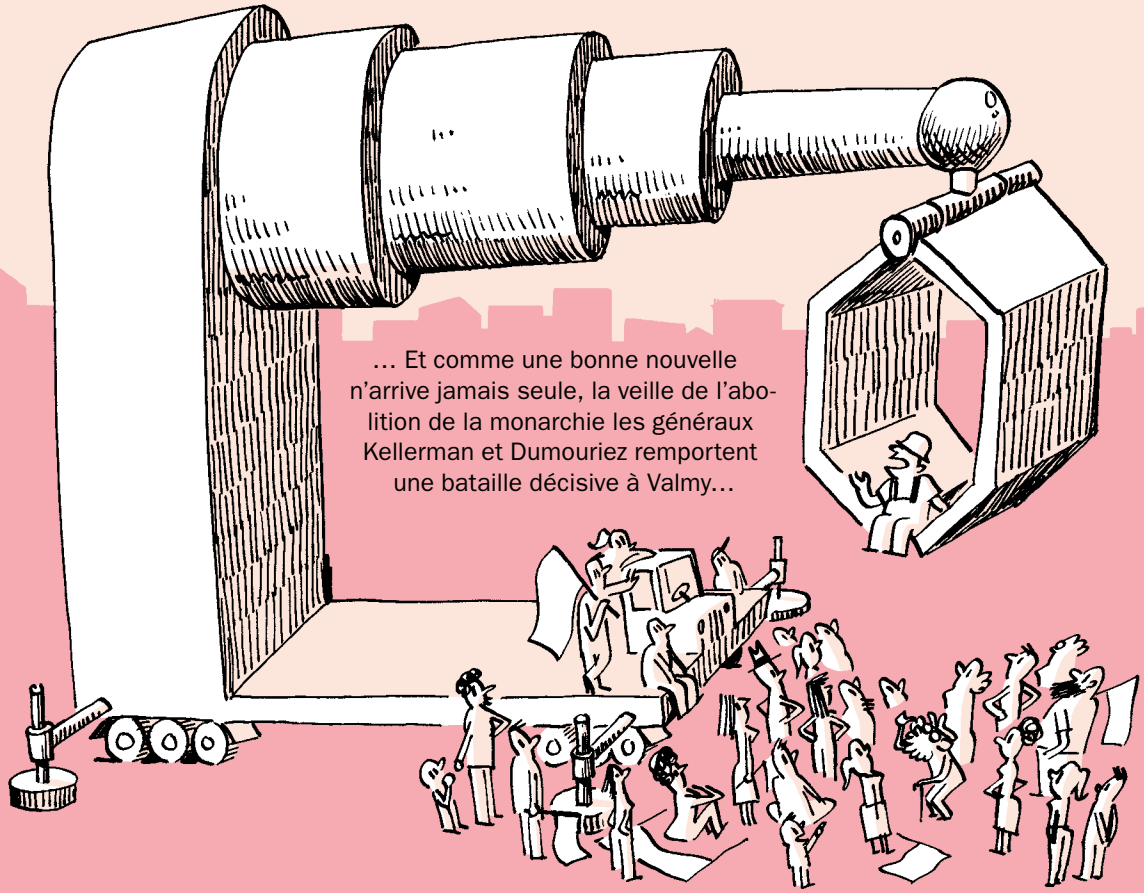
CHAPITRE V

La Première République

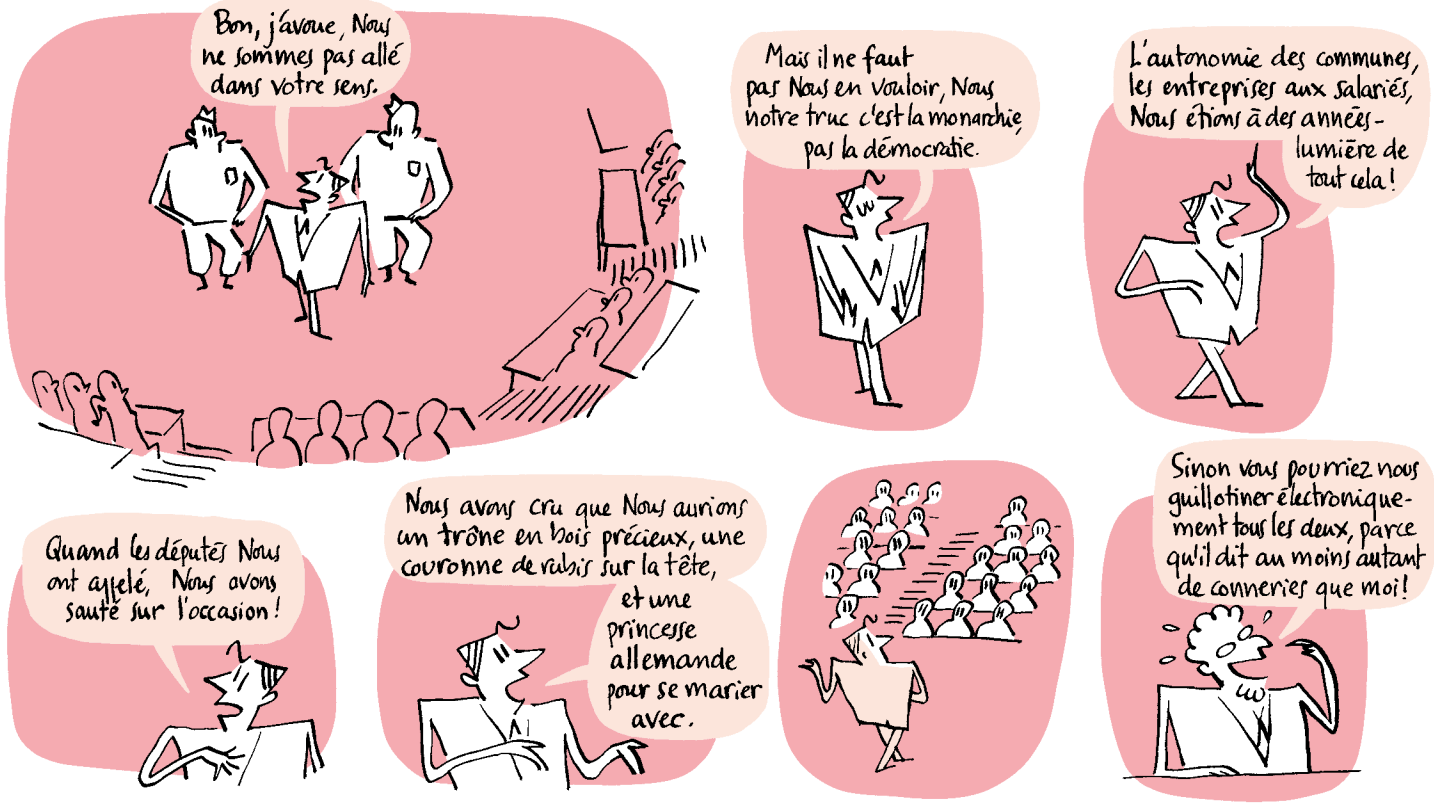


… qui permet aux Français, armée régulière alliée aux volontaires nationaux, de mettre les Prussiens en déroute. Au moment crucial, Kellerman brandit son bicorne à la pointe de l'épée et crie « Vive la nation ! », formule entonnée par les milliers de gosiers français qui fichent la frousse aux soldats teutons. Brunswick contre-attaque d'un vibrant « Vive le Reich ! », mollement repris par ses troupes, qui se disent à ce moment-là que leur système politique n'est peut-être pas aussi au point que celui des Français et s'enfuient sans demander leur reste.

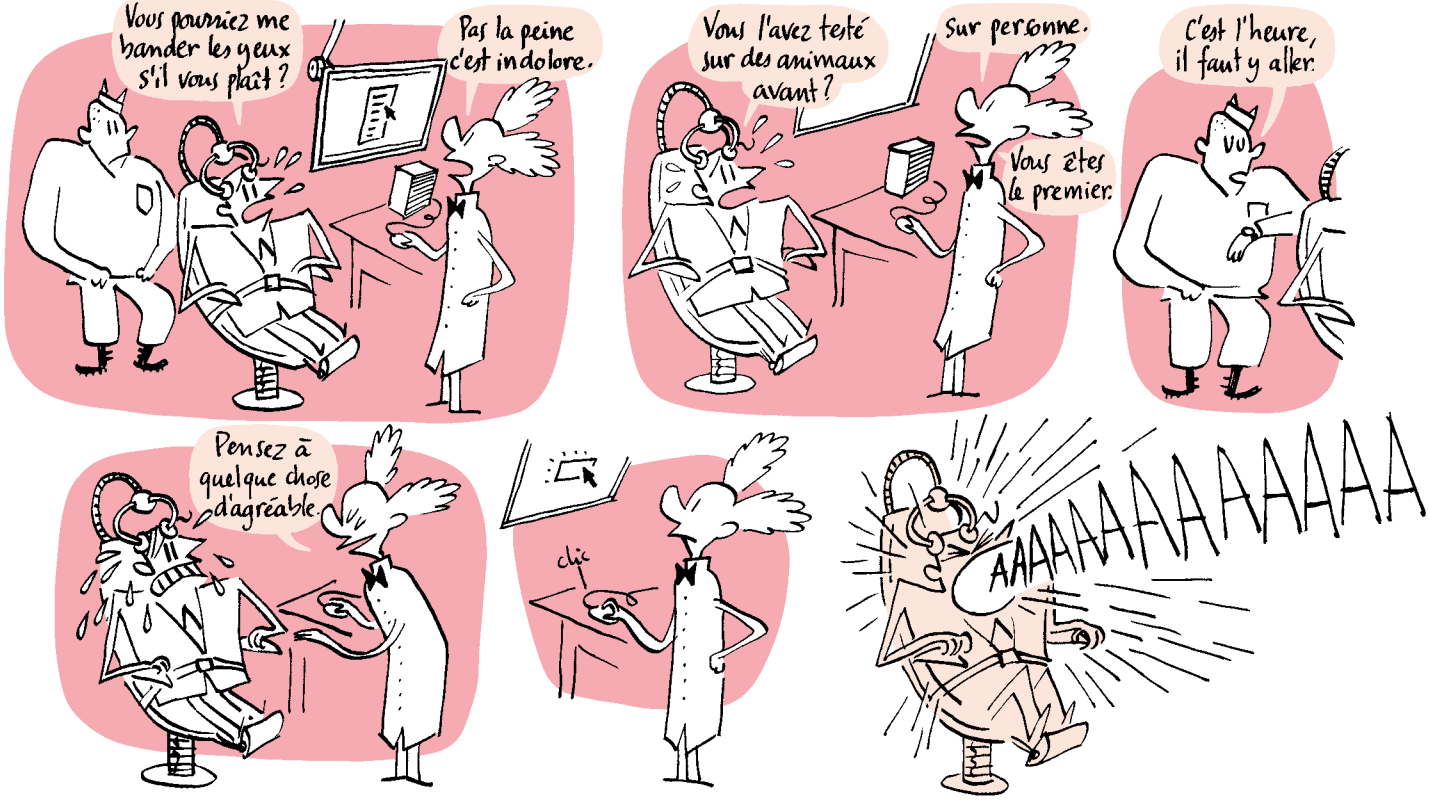
Après Valmy, les troupes continuent sur leur lancée et suite à la victoire de Jemmapes le 6 novembre 1792, envahissent la Belgique, réalisant un vieux fantasme français qui, depuis, continue de nous titiller. On fête l'événement, l'Assemblée entonne avec enthousiasme : – *La Nation accorde fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté !* La déclaration part d'un bon sentiment, malheureusement l'antienne sera maintes fois reprise par tous les gouvernements voulant justifier la conquête d'un pays faible et généralement riche en matières premières.

Entre Girondins et Montagnards, on n'arrive pas à s'entendre. Globalement d'accord sur les idéaux de la Révolution, on s'oppose sur un point fondamental : la propriété privée. – *Qu'on possède une entreprise ou une femme,* disent les Girondins, *l'État n'a rien à voir là-dedans et nous lui interdisons de réguler quoi que ce soit ! – L'existence prime sur le droit de propriété !* disent les Montagnards, *ce qui est indispensable à la vie, eau, air ou femme, doit être accessible à tous !*

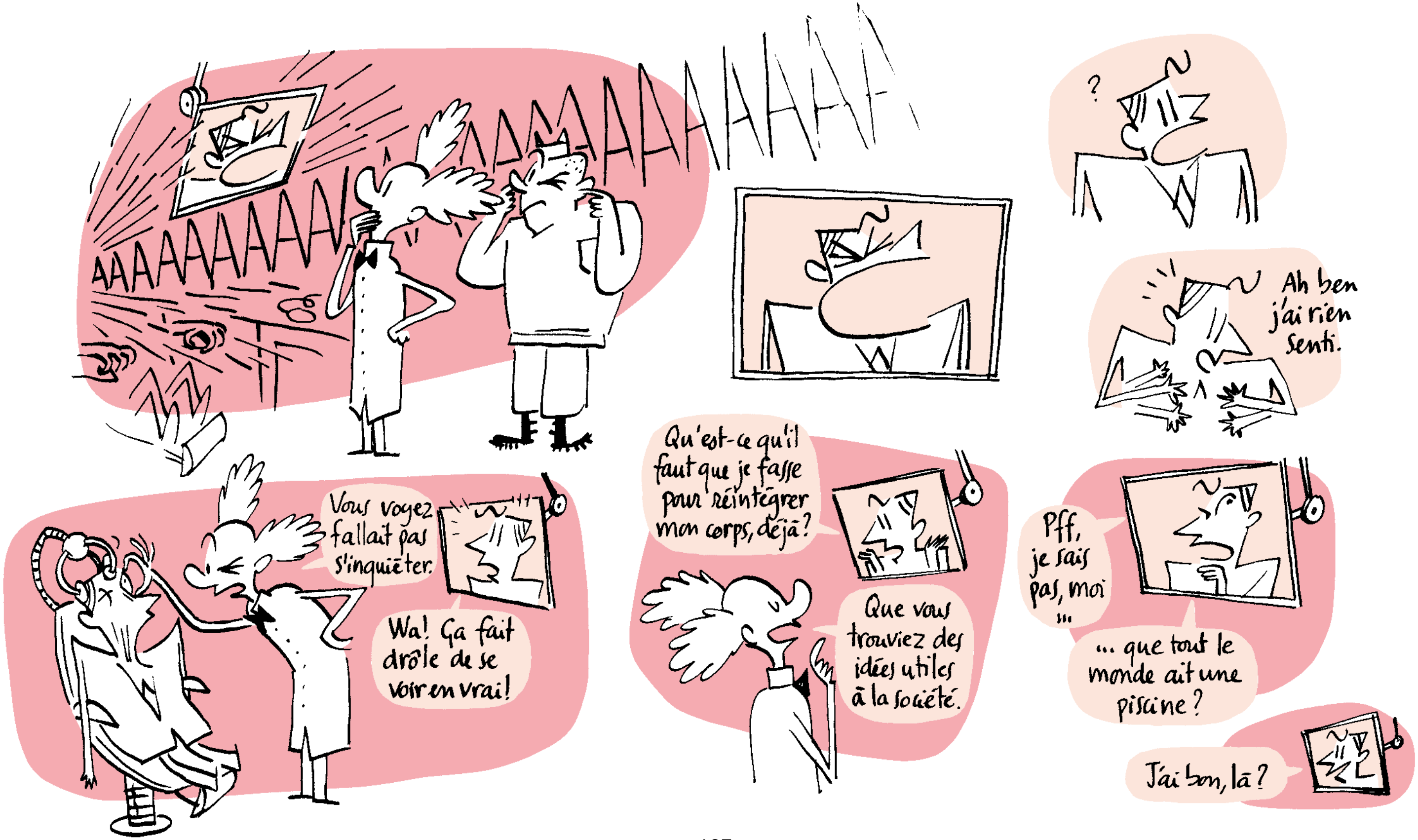
Après l'arrestation du roi, il faut organiser son procès. Les Girondins y vont à reculons, pressentant la sentence fatale et ne pouvant s'y résoudre tandis que les Montagnards appuient des deux pieds, réclamant justice pour les crimes de la monarchie. On découvre alors aux Tuileries une armoire de fer contenant des documents prouvant que depuis la révolution, le roi a mis en place une diplomatie et une police parallèles, qu'il a corrompu des ministres, généraux, députés et même des meneurs populaires. La coupe est pleine, il est décidé que le procès aura bien lieu, que l'Assemblée est habilitée à juger le roi, car elle seule représente la nation. – *Bon sang de bonsoir,* s'écrient tous les nobles du monde, *« ils » n'ont pas le droit, « ils » vont pas le faire !*



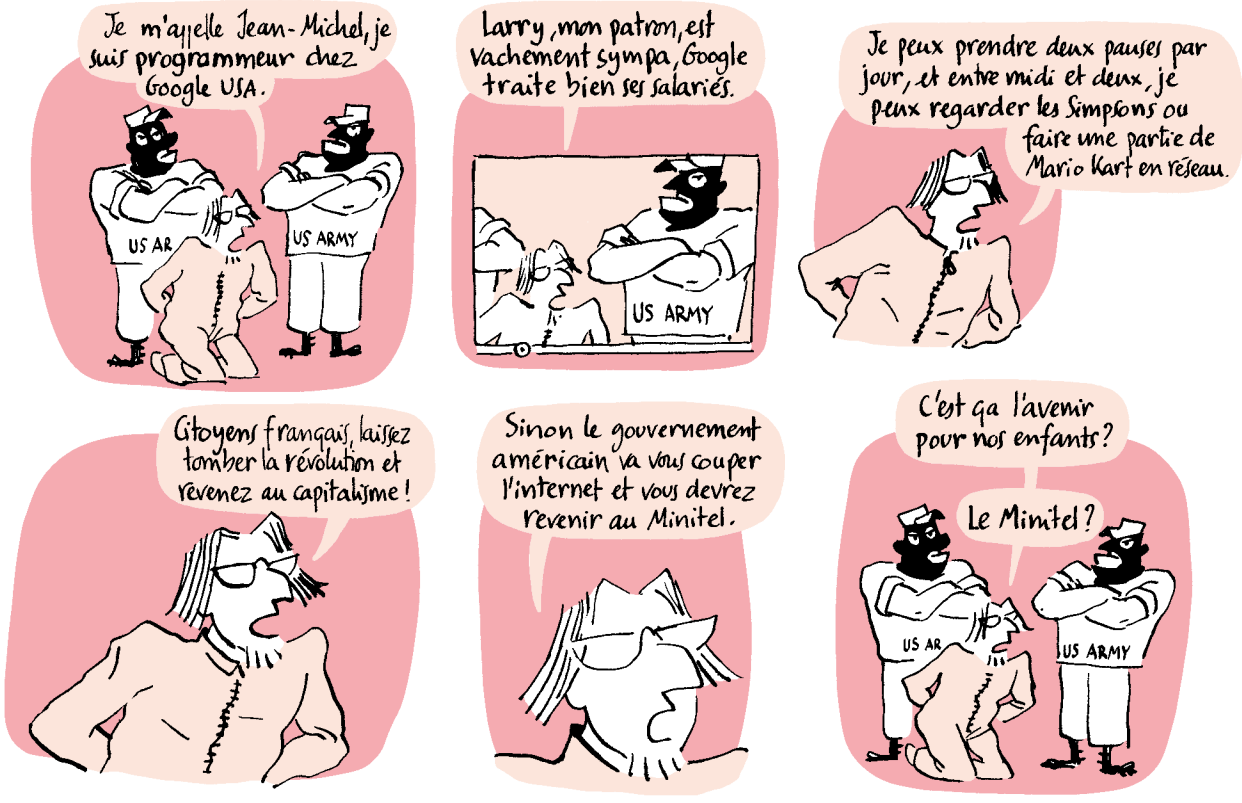
– Capet, levez-vous. Écoutez, l'humanité est coupée en deux. D'un côté le peuple, la grande majorité des gens qui vivent ici-bas, travaillent pour gagner leur croûte, fondent des familles, dansent dans les bals, se font enterrer dans les cimetières, vivent leur petite vie sans autre arrière pensée que d'être heureux. De l'autre, une minorité qui possède pouvoir et richesse, et qui s'arrange en permanence pour contourner les lois. Le problème, c'est que depuis peu tout le monde est d'accord dans ce pays sur trois grands principes sans lesquels la vie en société n'est plus possible : Liberté, Égalité, Fraternité. Donc, si les mots ont un sens, le second groupe doit se dissoudre dans le premier.



– Louis Capet, par 387 voix contre 334, nous vous condamnons à mort. N'y voyez rien de personnel : par ce jugement, nous décapitons tous vos prédécesseurs et aussi tous vos successeurs. Alors on est peut-être naïfs, peut-être que dans dix ans un autre roi viendra, un autre empereur ou un autre président, un autre je ne sais quoi qu'on ne peut même pas concevoir aujourd'hui, mais qu'importe : vous allez servir d'exemple pour les siècles à venir, et il faudra qu'ils soient bien malins pour échapper au châtiment du peuple ceux qui voudront vous suivre, il faudra qu'ils créent une classe moyenne, qu'ils inventent la publicité, qu'ils contrôlent les médias, voire qu'ils délocalisent les entreprises, et ça, c'est pas pour demain. Le 21 janvier 1793, Louis XVI est guillotiné.

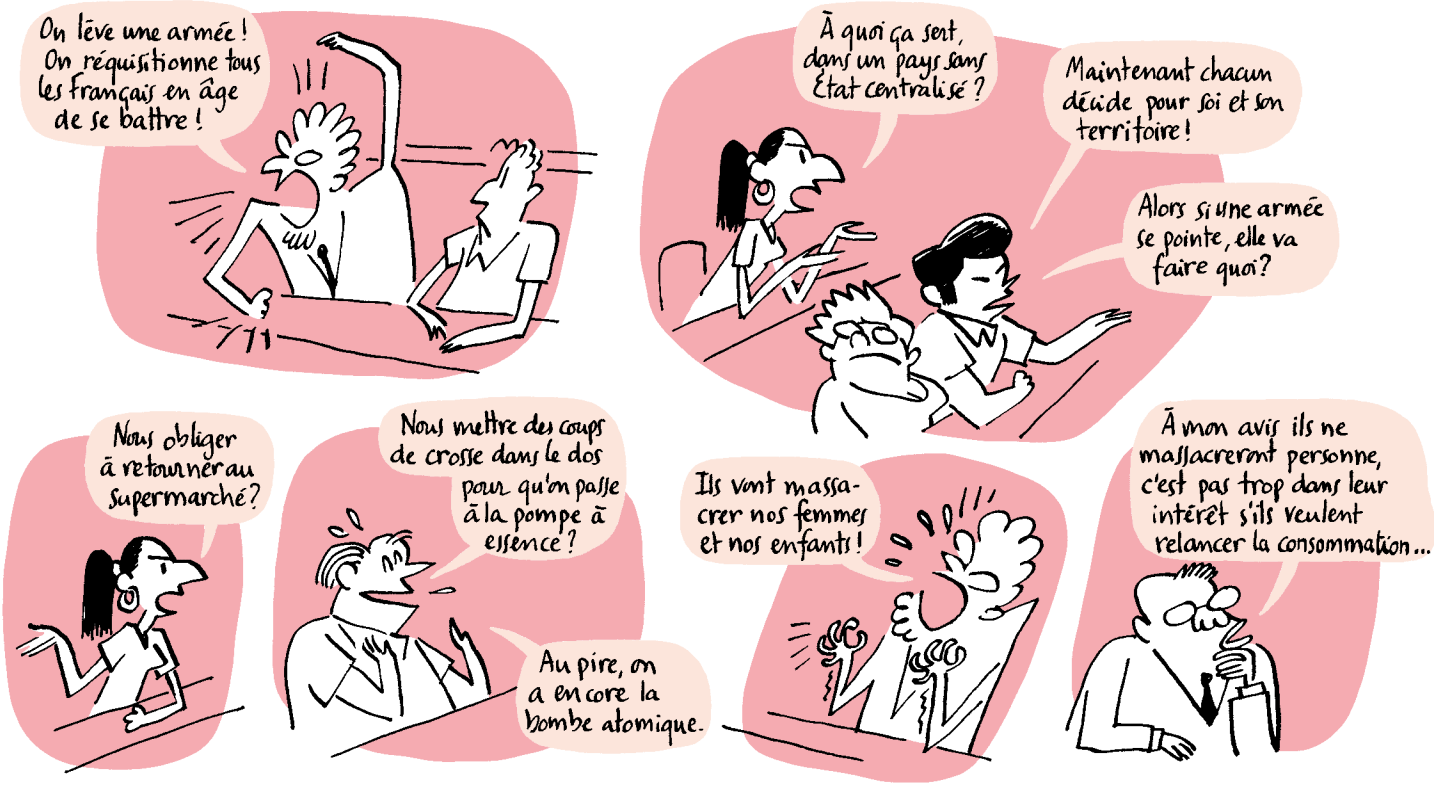


Sur le front militaire, c'est la dégringolade. En mars 1793, l'armée autrichienne écrase à Neerwinden les troupes de Dumouriez. Ce dernier, qui ne se remet pas de la mort du roi, décide alors de marcher sur Paris avec le peu d'hommes qu'il lui reste pour renverser la République. – *Allez les gars, du nerf! On va installer le dauphin sur le trône, je serai régent, toi Jupion tu seras ministre de la Guerre, et toi Martineau, ministre du Budget, et… et… Mais les gars, où allez-vous ? Revenez, c'est un ordre ! Ouais, ben barrez-vous ! Si c'est comme ça je passe à l'ennemi. Je vais le faire, vous m'entendez ? CE SERA DE VOTRE FAUTE, PAS DE LA MIENNE !*



L'armée française est en pleine débandade… Les volontaires nationaux, arrivés l'an passé, veulent rentrer chez eux : ils estiment avoir payé leur tribut à la révolution, et puis c'est pas les députés ni les Belges qui vont moissonner les champs, ça c'est sûr. La Gironde, majoritaire à la Convention, s'emporte sous l'impulsion du va-t-en-guerre député Brissot : – *Ah c'est comme ça ! Vous nous lâchez, bande d'ingrats ? Hé bien vous l'aurez voulu ! En plus de l'Autriche et de la Prusse, nous déclarons la guerre à l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et au pôle Sud. Là, vous êtes contents ? Vous restez maintenant ?* La France se retrouve en guerre contre l'Europe coalisée tandis que les tensions à l'intérieur du pays sont loin de s'apaiser.

– *Du nerf, c'est pas le moment de roupiller!* décrète la Convention, on lève 300 000 hommes pour porter secours à nos petits gars et on réorganise les troupes : on amalgame l'armée régulière et les volontaires nationaux, on est tous égaux un point c'est tout, et des députés, représentants du peuple, seront envoyés en mission aux armées pour faire appliquer la loi. Après ça, on élit un Comité de salut public qui prendra des mesures radicales pour la sécurité de la France. Et puis pour être tranquille, on crée un tribunal révolutionnaire chargé de venger le peuple en châtiant les traîtres à la révolution.

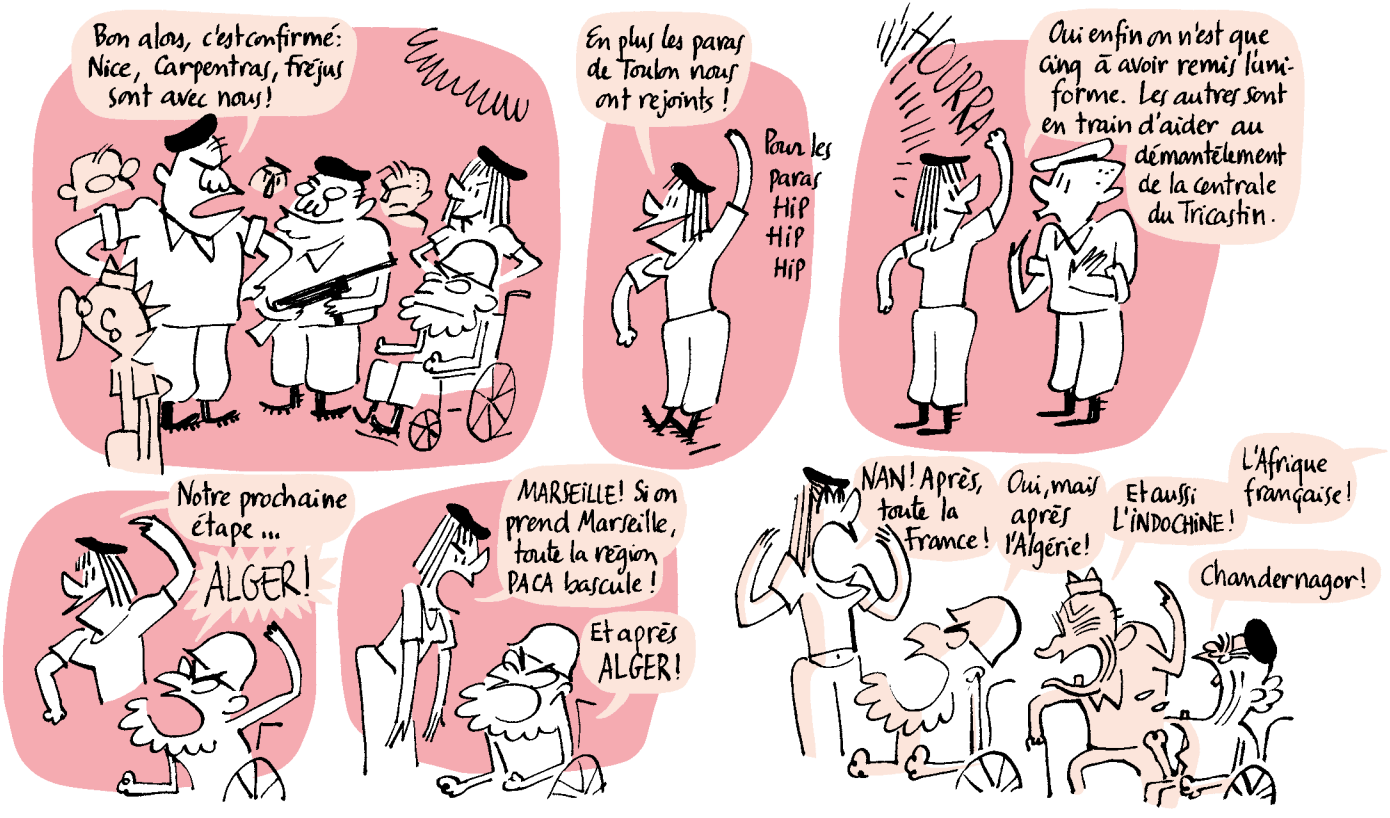


La levée en masse met très très très très très en colère les Vendéens. – *Alors d'abord nos prêtres et puis maintenant nos jeunes ? Mais ça ne s'arrêtera jamais, cette comédie ? S'ils veulent qu'on se lève en masse alors on va se lever et si pour être tranquille il faut remettre le roi sur son trône alors on remettra le roi sur son trône, de toute façon c'est une honte la manière dont il a été traité, une HONTE ! On ne traite pas un roi de la sorte, pas chez nous en tout cas. Et vous, les nobles de nos contrées, vous allez prendre le commandement de notre révolte, et vous mourrez en martyr s'il le faut. Est-ce que c'est assez clair ou bien il faut qu'on répète ?*

Pendant ce temps, entre Gironde et Montagne, on n'est plus d'accord sur rien. Soudain, par un vote girondin, Marat est déféré au tribunal révolutionnaire comme traître à la nation, il risque la guillotine. Marat : le journaliste le plus populaire de son époque, qui dans *L'Ami du peuple* combat sans faiblir les contre-révolutionnaires. Montagnards et Commune de Paris réagissent promptement, obtiennent un acquittement triomphal, les Girondins ripostent, veulent mettre la Commune de Paris sous tutelle. En face Robespierre appelle carrément à l'insurrection et le 2 juin 1793, sous la pression des sans-culottes, la Garde nationale destitue 29 députés girondins, coup de force qui précipite la chute de la Gironde.

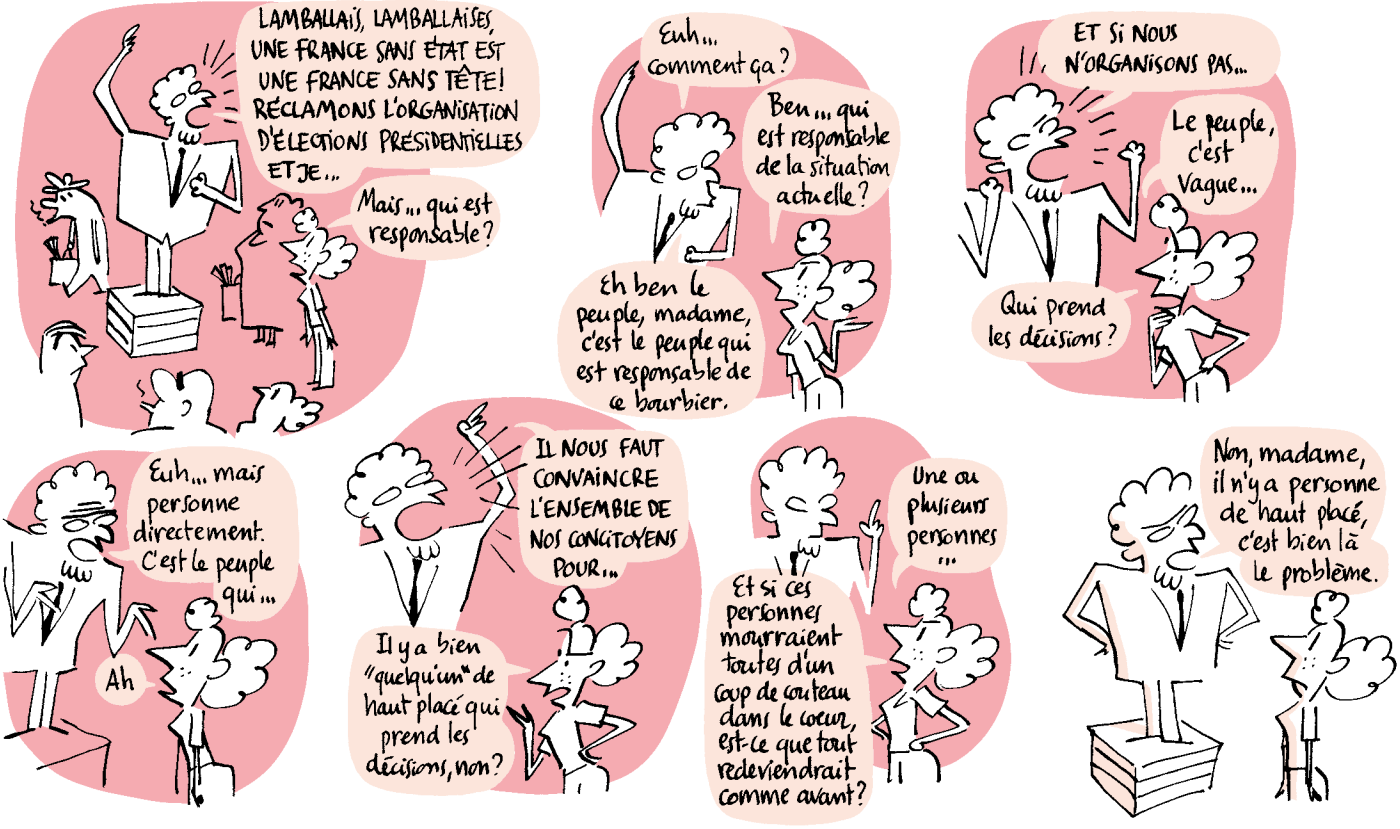
Les députés girondins destitués s'en retournent dans leurs départements, où ils appellent à la chute de la Convention aux mains d'extrémistes dont le projet est de guillotiner les Français un à un du nord au sud et d'est en ouest. La Bretagne et la Normandie se soulèvent. À Bordeaux on expulse les représentants de la Convention et on tente de lever une armée. Dans le midi, à Lyon, Nîmes, les royalistes sont libérés des prisons et remplacés par les révolutionnaires. Toulon est carrément livrée aux Anglais, qui se disent que si ça continue comme ça, ils vont conquérir la France en buvant du pastis et en grignotant des cacahouètes.

– En Vendée, quand on dit quelque chose, on reste pas plantés les bras croisés. On agit. On attrape des fourches et des fusils, on crée quatre armées catholiques et royales, et en avant la musique. Bon, d'accord nos troupes sont de bric et de broc, mais chez nous tout est de bric et de broc et ça marche quand même. D'accord nos chefs s'engueulent tout le temps, mais chez nous c'est une façon de se parler, les étrangers peuvent pas comprendre. On est motivé, rien ne nous arrêtera, on prend Bressuire, Thouars, Saumur, dans toute la vallée de la Loire les républicains détalent comme des lapins. Ici c'est chez nous, vous entendez ? Si on veut prendre Nantes on prendra Nantes, et si on veut prendre Paris, hé bê on prendra Paris.



Parallèlement à ces troubles intérieurs, ça se bouscule dangereusement aux frontières : à chaque fois que les soldats français mangent enfin leur gamelle tranquille, le clairon retentit. Un coup les Anglais assiègent Dunkerque, un coup les Autrichiens attaquent par le nord, un coup les troupes du roi de Sardaigne envahissent la Savoie, un coup les Espagnols traversent les Pyrénées ! Ça va mal, très mal, en plus les anciens généraux de la monarchie ne peuvent pas saquer les nouveaux commandants issus des milieux populaires, on se demande bien comment tout ça va finir !

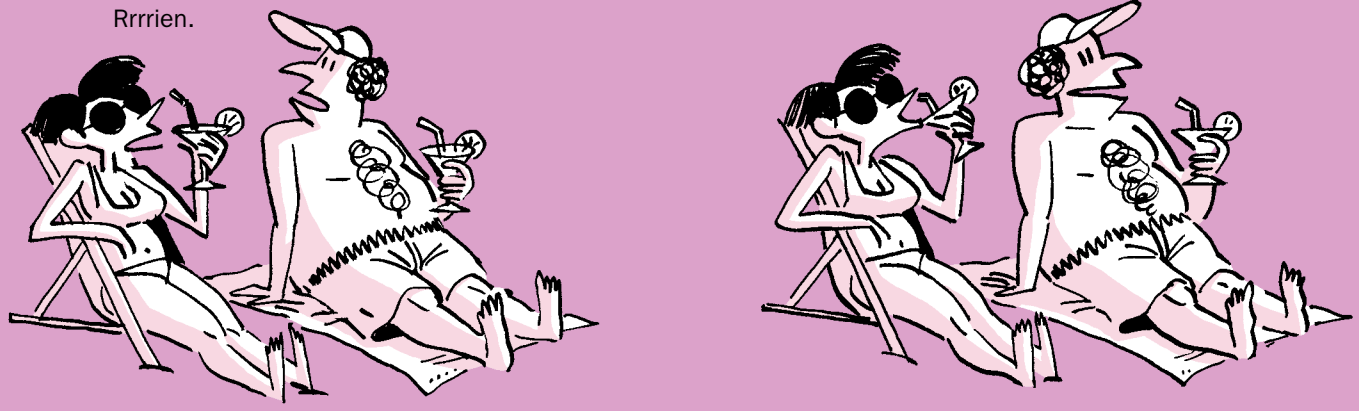
Là-dessus, le 13 juillet 1793, le pompon : Marat assassiné dans sa baignoire par Charlotte Corday. La vilaine a écouté les harangues des députés girondins destitués, ni une ni deux, elle envoie une missive au journaliste disant qu'elle va dénoncer des traîtres à la patrie, Marat bonne poire accepte de la recevoir et paf, le coup de couteau en plein cœur. À son enterrement, les Parisiens sont inconsolables, plein de ferveur on suspend son cœur à la voûte du club des Cordeliers telle une relique sacrée. Assassiner Marat, c'est s'en prendre directement à la liberté d'expression, aux fondements même de la République naissante.



Pour sauver la Révolution et la République de toute part menacées, la Convention est entraînée dans une spirale de violence. S'ouvre alors une des périodes les plus controversées de notre histoire.

CHAPITRE VI

La Terreur



Petite histoire de la Révolution française de Grégory Jarry et Otto T. est paru en novembre 2015 aux éditions FLBLB. Nous avons voulu le publier intégralement et gratuitement sur Mediapart pour le rendre accessible à tous, sous sa forme numérique.

Retrouvez les sept chapitres en accès libre dans le Club de Mediapart à cette adresse :
https://blogs.mediapart.fr/edition/bande-dessinee-petite-histoire-de-la-revolution-francaise

Vous pouvez télécharger, partager, reproduire, imprimer ce PDF. Rien ne vous empêche d'aller aussi acheter le livre en librairie pour l'offrir à votre frère, à votre mère ou à vos petits cousins !

Licence Creative Commons BY-NC-ND
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification